

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) représente une étape essentielle de la procédure budgétaire d'un syndicat et doit permettre d'informer les membres du comité syndical sur la situation économique et financière de la collectivité afin d'éclairer leurs choix lors du vote du Budget Primitif.

La tenue du Débat d'Orientation Budgétaire constitue une formalité substantielle prévue par la loi (article L2312-1 et suivants du CGCT). Elle doit intervenir dans les dix semaines qui précèdent le vote du budget primitif pour les collectivités appliquant la nomenclature la M57.

Le rapport d'orientation budgétaire présentera successivement :

1 RAPPEL SUR LA PRESENTATION DU BUDGET

2 SITUATION FINANCIERE DU SYNDICAT

3 PRESENTATION DES PRINCIPALES REALISATION D'INVESTISSEMENT EN 2024

4 PROSPECTIVE 2025

1 - RAPPEL SUR LA PRESENTATION DU BUDGET

Préparé par l'exécutif et approuvé par l'assemblée délibérante de la collectivité locale, le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'une année donnée. Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'exécution par l'assemblée délibérante (budget supplémentaire, décisions modificatives). D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égalent les dépenses.

Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante et régulière de la commune, celles qui reviennent chaque année.

Par exemple en dépenses : les dépenses nécessaires au fonctionnement du Syndicat, (subvention à l'association, assurances, indemnités, entretien, réparation, fournitures diverses, dotations amortissements).

En recettes, les participations des communes et l'excédent de fonctionnement reporté.

La section d'investissement présente les investissements nouveaux ou en cours. Elle retrace les dépenses et les recettes ponctuelles qui modifient la valeur du patrimoine.

Parmi les recettes d'investissement, on trouve généralement les subventions, les emprunts, les amortissements.

Ainsi, la capacité d'autofinancement CAF est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

Cet excédent peut être utilisé en partie, lorsqu'il est important, pour financer la section d'investissement.

Lorsque le Syndicat souhaite réaliser des dépenses nouvelles d'investissement, il peut les financer :

- par des subventions d'équipement,
- par l'emprunt,
- par l'autofinancement (s'il est important), en réalisant des économies sur les dépenses de fonctionnement ou en augmentant les recettes de fonctionnement (augmentation des participations).

2 - SITUATION FINANCIERE DU SYNDICAT

Envoyé en préfecture le 14/11/2024

Reçu en préfecture le 14/11/2024

Publié le



ID : 064-256404765-20241114-12112024_3-BF

Le débat d'orientation budgétaire doit s'agir d'une discussion autour des orientations constatées et à venir de la structure budgétaire du Syndicat. Ainsi, il devra traiter des orientations budgétaires, de la structure de la dette, de l'évolution des dépenses et recettes et du besoin de financement annuel.

Pour rappel, le Syndicat intervient sur 22 communes.

Le comité syndical peut délibérer chaque année pour fixer le montant annuel de l'enveloppe des participations et que celle-ci est calculée à partir de la population DGF. La participation pour l'année 2024 s'élève à 371 200.08 €. Elle représente une variable d'ajustement prépondérante dans l'équilibre de la section de fonctionnement.

2.1 - La dette :

Le syndicat a un premier remboursement en 2024 de 3 354.28 € sur l'exercice 2024,
Un emprunt de 15 000 € a été contracté en 2023 afin de financer l'acquisition du véhicule utilitaire Renault express Van pour un montant de 19 220.40 €.

Ce véhicule a été vendu en remplacement de la Twingo, qui a fait l'objet d'une reprise par le garage pour un montant de 4000 €.

2.2 - Evolution des dépenses et recettes de fonctionnement

La section de fonctionnement ferait apparaître pour 2024 un solde négatif prévisionnel de 4606.69 €.

<u>Les recettes de fonctionnement</u>					
Chapitre	Libellé	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024*
002	Excédent reporté de fonctionnement	34 972,53	35 750,06	35 914,82	34 207,05
74	Produits des participations des communes	329 844,80	346 204,65	362 528,40	371 202,23
75					0,48
77	Produits des cessions d'immobilisations	-	-	4 000,00	-
		364 817,33	381 954,71	402 443,22	405 409,76
*données prévisionnelles					
<u>Les dépenses de fonctionnement</u>					
Chapitre	Libellé	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024*
011	Charges à caractères général	8 105,86	2 713,02	4 905,18	2 944,21
012	Charges de personnel	5 311,46	5 493,06	6 070,34	6 558,51
65	Autres charges de gestion	311 316,94	333 190,97	348 456,12	353 543,64
66	Charges financières	14,51	-	-	475,28
67	Charges exceptionnelles	-	-	-	-
022	Dépenses imprévues	-	-	-	-
023	Virement de la section d'investissement	-	-	-	-
042	Dotations aux amortissements	4 318,50	4 642,84	8 804,53	3 074,38
		329 067,27	346 039,89	368 236,17	366 596,02
*données prévisionnelles					
<u>Conclusion</u>					
		2021	2022	2023	2024*
	Excédent section fonctionnement	35 750,06	35 914,82	34 207,05	38 813,74
	résultat antérieur reporté (002)	34 972,53	35 750,06	35 914,82	34 207,05
	Résultat de l'exercice Section de Fonctionnement	777,53	164,76	-1 707,77	4 606,69
	*données prévisionnelles				

L'analyse de l'évolution des recettes de fonctionnement appelle les commentaires suivants :

Le montant de la contribution des communes est resté plafonné pendant 4 ans à 1.60 € (2018 à 2021).

En 2022, pour faire face aux grandes difficultés financières de l'association, il a été décidé de porter ce montant à 1.65 €, soit une augmentation de 3% par rapport à 2021 (1.60€). Cela a permis d'augmenter la subvention à l'association AAE de 7.41% (soit de 21 568.60 €).

En 2023, le montant de la participation a été porté à 1.70 €, soit une augmentation de 3 % par rapport à 2022 (1.65 €). Cela a permis d'augmenter la subvention à l'association AAE de 4.62 %, la passant ainsi de 312 568 € en 2022 à 327 000 € en 2023 (+ 14 431 €).

En 2024, le montant de la participation a été porté à 1.72 €, soit une augmentation de 1 % par rapport à 2023 (1.70 €). Cela a permis d'augmenter la subvention à l'association AAE de 1.83 %, la passant ainsi de 327 000 € en 2023 à 333 000 € en 2024 (+ 6 000 €).

L'analyse de l'évolution des dépenses de fonctionnement appelle les commentaires suivants :

- Une baisse des charges de gestion courante puisqu'il n'y a pas eu d'entretien de véhicule cette année. Ce poste comprend des frais relatifs à la maintenance du site internet de la fourrière, les assurances des véhicules, l'externalisation des bulletins de paies, réparations véhicules).
- Une stabilisation des charges de personnel (chapitre 012) avec la mise à disposition d'un agent d'une des villes adhérentes.
- Une augmentation du chapitre 65 due à l'augmentation de la subvention à AAE (+ 6 000 €), l'indemnité de la présidente qui ne change pas.
- Le chapitre 042 pour 3074.38 €, se compose des écritures des dotations aux amortissements.

Le résultat de la Section de Fonctionnement pour l'exercice 2024 (c'est-à-dire les recettes de gestion moins les dépenses de gestion hors reports) serait positif de 4700.18€ de et viendrait augmenter l'excédent à reporter en 2024 en le passant de 34 207.05 € à 38 813.14 €.

La situation financière du Syndicat reste saine, et doit le rester.

Afin de pérenniser l'augmentation progressive de la dotation à l'association, le conseil syndical avait jugé, qu'il serait plus logique d'augmenter chaque année la contribution de 1%, et non pas comme en 2022-2023.

Au vu du précédent débat relatif au vote du budget 2024, nous proposons pour cette année, de ne pas augmenter la contribution 2025.

Toutefois, la dotation à AAE pourrait être augmentée de 4 000 € pour 2025, passant ainsi le montant de la dotation de 333 000 € en 2024 à 337 000 € en 2025, soit une augmentation de 1.20 %, liée uniquement à l'augmentation naturelle de la population DGF (soit 4 313.76€).

Si le syndicat choisissait d'utiliser l'excédent de fonctionnement reporté pour augmenter la subvention à AAE, cela serait extrêmement risqué, et mettrait en difficulté sa situation financière à très court terme. D'autre part la convention de mise à disposition prévoit que le SIVU supporte des frais d'entretien et de réparations courantes pour le compte de AAE. S'il était demandé au Syndicat, au cours d'un ou plusieurs exercices de payer de telles dépenses ou bien même une dépense imprévue, nous n'aurions aucune marge de manœuvre pour le faire.

L'association reste toujours en difficulté financière, néanmoins elle fait des efforts à savoir la diminution de la masse salariale (16 salariés à 13 salariés dont 2 à temps partiel), augmentation des différents tarifs, négociation des contrats, limite des heures supplémentaires, multiplication des recherches de dons et d'événementiels...

L'association AAE envisage de mettre en place de nouvelles actions en 2025, afin d'obtenir de nouvelles ressources.

3 - PRESENTATION DES PRINCIPALES REALISATIONS 2024

Pour 2024, en recettes il s'agit uniquement de l'écriture de constatation des dotations aux amortissements pour un montant de 3074.38 €, et en dépenses le remboursement du capital de l'emprunt du Renault express van pour un montant de 2 778.28€.

La section d'investissement ferait apparaître pour 2024 un solde positif prévisionnel de 296.10 €.

Les recettes d'Investissement					
Chapitre	Libellé	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024*
001	Excédent reporté d'investissement	2603,02	4971,09	9613,93	14311,11
024	Produits de cessions d'Immobilisations	-	-	-	-
040	Dotations aux amortissements	4318,5	4642,84	8804,53	3074,38
10	FCTVA	1441	-	113,05	-
16	Emprunts	-	-	15 000,00	-
		8 362,52	9 613,93	33 531,51	17 385,49
*données prévisionnelles					
Les dépenses d'investissement					
Chapitre	Libellé	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024*
21	Immobilisations corporelles	689,15	-	19 220,40	-
20	Immobilisations incorporelles	283,99	-	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées	2 418,29	-	-	2 778,28
		3 391,43	0,00	19 220,40	2 778,28
*données prévisionnelles					
Conclusion					
		2021	2022	2023	2024*
	Excédent section d'investissement	4 971,09	9 613,93	14 311,11	14 607,21
	résultat antérieur reporté (002)	2 603,02	4 971,09	9 613,93	14 311,11
	Résultat de l'exercice Section investissement	4 939,09	4 642,84	4 697,18	296,10
*données prévisionnelles					

4 – PROSPECTIVE 2025

Fonctionnement

Recettes de fonctionnement					
Chapitre	Libellé	BP2022	BP2023	BP2024	BP2025*
002	Excédent reporté	35 750,06	35 914,82	34 207,05	38 813,74
74	Produits des participations	345 727,80	362 528,40	371 200,08	375 513,84
		381 477,86	398 443,22	405 407,13	414 327,58
*données prévisionnelles					

Les principales remarques concernant les recettes :

- l'augmentation des participations des communes membres de 1% passant la contribution des communes de 1.72 € à 1.74 € (soit 1% d'augmentation représentant 0.02 cts par habitants), portant ainsi le budget du SIVU de 371 200.08 € (en 2024) à 379 880.28 € pour l'année 2025.

Dépenses de fonctionnement					
Chapitre	Libellé	BP2022	BP2023	BP2024	BP2025*
011	Charges à caractères général	15 100,00	35 808,11	39 570,75	40 862,58
012	Charges de personnel	6 070,00	6 870,00	6 900,00	6 900,00
65	Autres charges de gestion	334 854,60	349 286,00	355 286,00	361 210,00
66	Charges financières	-	500,00	576,00	470,00
67	Charges exceptionnelles	-	-	-	-
022	Dépenses imprévues	20 734,26	-	-	-
023	Virement de la section d'investissement	-	-	-	-
042	Dotations aux amortissements	4 719,00	5 979,11	3 074,38	4 885,00
		381 477,86	398 443,22	405 407,13	414 327,58
*données prévisionnelles					

Concernant les dépenses :

- Les dépenses à caractère général (chapitre 011). On retrouve principalement les mêmes dépenses que l'année précédente (maintenance du site internet de la fourrière, les assurances des véhicules, l'externalisation des bulletins de paies, fournitures diverses, réparations véhicules, réserve).
- Stabilité des dépenses de personnel (chapitre 012)
- Nouvelles charges financières en raison de la contraction d'un nouvel emprunt permettant de financer l'acquisition du nouveau véhicule FIAT.
- Les dotations aux amortissements.

Investissement

Recettes d'investissement					
Chapitre	Libellé	BP2022	BP2023	BP2024	BP2025*
001	Excédent reporté	4 971,09	9 613,93	14 311,11	14 607,21
16	Emprunt FIAT		17 000,00	-	16 500,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		4 000,00	-	4 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement		-	-	-
040	Dotations aux amortissements	4 719,00	5 979,11	3 074,38	4 885,00
		9 690,09	36 593,04	17 385,49	39 992,21

Les recettes de la section d'investissement sont les dotations aux amortissements, ainsi que l'excédent reporté.

Dépenses d'investissement					
Chapitre	Libellé	BP2022	BP2023	BP2024	BP2025*
020	Dépenses imprévues	190,00	-	-	-
20	Immobilisation incorporelles	1 000,00	476,00	294,38	
21	Immobilisations corporelles	8 500,09	32 617,04	14 311,11	37 107,21
16	Emprunt	-	3 500,00	2 780,00	2 885,00
		9 690,09	36 593,04	17 385,49	39 992,21
*données prévisionnelles					

*dont 22 500 € FIAT

Concernant les dépenses :

- Le remboursement du capital des emprunts pour 2885€ (chapitre 16).
- Remplacement du véhicule Fiat DOBLO acquit en 2016 (environ 22 500 € à confirmer).